

*Le ministère public du Pérou
demande 36 mois pour empêcher
la première dame de quitter le
pays.*



La Havane, 23 août, (RHC)- L'équipe spéciale des procureurs contre la corruption du pouvoir du Pérou a demandé une interdiction de quitter le pays pendant 36 mois à l'encontre de la première dame du pays, Lilia Paredes. La femme du président Castillo fait l'objet d'une enquête sur des accusations d'organisation criminelle et de blanchiment d'argent.

Le président, Pedro Castillo, avait assuré la semaine dernière que son épouse était prête à remettre son passeport pour garantir qu'elle n'envisage pas de quitter le territoire national.

La demande du procureur, à laquelle le journal péruvien El Comercio a eu accès, vise également à faire appliquer cette mesure aux frères de Paredes, Walter et David Paredes, ainsi qu'à l'homme d'affaires Hugo Espino, qui a été libéré la semaine dernière après avoir collaboré à l'enquête.

Le bureau du procureur cherche ainsi à prolonger le délai pour tenter de prouver que Lilia Paredes a coordonné un réseau criminel présumé consacré à la livraison illicite de millions de dollars en appels d'offres de travaux publics. Pendant ce temps, la défense de la première dame insiste sur son innocence.

L'équipe spéciale des procureurs contre la corruption du pouvoir accuse les personnes mentionnées et le président Castillo lui-même d'avoir obtenu plus de 6 millions de soles, environ 1,5 million de dollars, dans la passation de marchés de travaux publics pour diverses municipalités.

Source: TeleSur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/297377-le-ministere-public-du-perou-demande-36-mois-pour-empêcher-la-premiere-dame-de-quitter-le-pays>



Radio Habana Cuba